



La Commune



Kurdistan irakien : Référendum d'indépendance en trompe-l'œil

Le 25 septembre 2017, le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien (GRK) organisait un référendum d'indépendance. Le « oui » l'emportait à 92, 73 % avec 72, 16 % de participation.

L'opposition des acteurs régionaux et internationaux au référendum a été unanime et les réactions n'ont pas tardé puisque le gouvernement central de Bagdad reprenait la riche région pétrolière de Kirkouk aux Kurdes le 16 octobre. Soumis aux pressions politiques et face à son échec, Barzani, président du GRK, (sans mandat depuis 2 ans), a fini par démissionner le 29 octobre.



Le contexte

Le Kurdistan a vu son autonomie reconnue par la Constitution de 2005 et possède ses propres institutions avec son Parlement au sein du gouvernement régional du Kurdistan. Le GRK est pourtant loin d'être un organe fédérateur. En réalité, le pouvoir est partagé entre les deux principales factions politico-militaires qui le composent, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

Le Kurdistan irakien qui comprend 3 provinces (Dohouk, Erbil, la capitale, et Souleymanieh) est schématiquement divisé entre le PDK de Barzani qui contrôle le Nord et l'UPK dirigé par Jalal Talabani (mort le 3 octobre 2017) qui domine le Sud-Est ainsi que jusqu'à peu la province Kirkouk ¹, chacun avec ses propres forces armées (les peshmergas). Les deux parties fonctionnent sur un système clanique, fait d'allégeance, de clientélisme et de contrôle autoritaire des populations mis en place après la guerre contre Saddam Hussein (1991) avec l'aide des États-Unis.

Barzani allié d'Erdogan

Depuis plus de 25 ans, le PDK et le UPK se partagent le gâteau et enrichissent leur famille sur le dos du peuple. Barzani en est de loin la figure la plus emblématique : allié d'Erdogan, le bourreau du peuple kurde de Turquie, il a, afin d'écouler le pétrole vers Israël via les pipelines turcs, libéralisé l'économie de telle sorte qu'aujourd'hui le Kurdistan importe tous les produits de consommation de Turquie, d'Iran et d'Arabie Saoudite, alors qu'il était un des principaux producteurs d'Irak. Malgré les milliards de profit engendrés par le pétrole, la région est en récession et la population se paupérise, les salaires des fonctionnaires ne sont plus versés.

Barzani, touché par d'énormes scandales financiers, autour du pétrole et du blanchiment d'argent, comptait sur ce référendum ² pour sortir vainqueur et se positionner comme président d'un futur État kurde. En instrumentalisant le sentiment national et l'aspiration à l'indépendance des Kurdes, il « *organise son sauvetage politique, et cherche une grande sortie à l'impasse dans laquelle il se trouve* » ³, comme le souligne Adel Bakawan, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Les oppositions au référendum

Quand Barzani prend l'initiative de cette consultation sur l'indépendance, il est loin de faire l'unanimité, même dans les rangs kurdes mais l'opposition la plus hostile vient très logiquement de Bagdad et des pays voisins, l'Iran et la Turquie qui possèdent des minorités kurdes. Cependant Barzani table sur le fait que l'Iran ne prendrait pas le risque d'intervenir directement et de provoquer les États-Unis ; Quant à la Turquie sa position est bien plus trouble « *un État kurde (...) peut donner à Ankara la garantie d'une protection de ses frontières et sa sécurité* » ⁴. Et ce d'autant plus que « *l'indépendance du Kurdistan irakien ne s'inscrirait absolument pas dans une dynamique pan-kurde* » ⁵. Dans ce contexte et en utilisant l'image des peshmergas repoussant Daesch, et comptant sur le soutien des États-Unis, Barzani fait un pari politique.

Tous les referendums ne se valent pas

Au final, la reprise des installations et des champs pétrolifères de la province de Kirkouk, le 16 octobre, par l'armée irakienne du gouvernement fédéral de Bagdad a sonné la fin de partie et exacerbé les divisions entre le PDK et L'UPK ⁶. Barzani a fini par lâcher le pouvoir et le mouvement Gorran appelle à la démission du gouvernement qui a mis la région et ses institutions en lambeaux.

Si l'autodétermination des peuples est un principe intangible, tous les référendums ne se valent pas ... Le référendum d'indépendance initié par Barzani et sa clique de voleurs n'a jamais eu d'autres objectifs que de sauver leurs peaux pour continuer à s'enrichir encore d'avantage en servant les intérêts de leur bourgeoisie.

**Julie Charmoillaux,
10 novembre 2017**

1. La province de Kirkouk, reprise par Bagdad le 16 octobre 2017, n'appartenait pas à la région autonome du Kurdistan mais était de fait sous le contrôle de l'UPK depuis la victoire des peshmergas sur Daesh en 2014.

2. Par ailleurs, le référendum était loin de faire consensus au sein même de la population kurde d'Irak : la principale opposition venant du parti Gorran, farouche opposant au PDK de Barzani.

3. <https://www.revue-ballast.fr/kurdistan-irakien-enjeux-dun-referendum/>

4. <https://www.revue-ballast.fr/kurdistan-irakien-enjeux-dun-referendum/>

5. <https://www.revue-ballast.fr/kurdistan-irakien-enjeux-dun-referendum/>

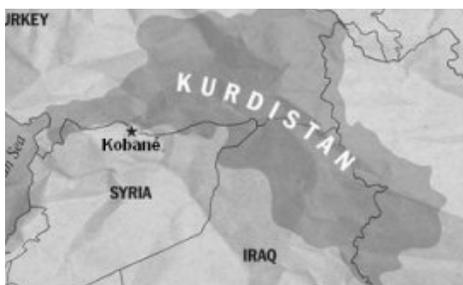
6. Lire à ce sujet : <https://www.lorientlejour.com/article/1078905/les-deux-grands-partis-kurdes-en-guerre-ouverte.html>

Voir aussi dans la catégorie Kurdistan



Kurdistan irakien : Référendum d'indépendance en trompe-l'œil

Le 25 septembre 2017, le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien (GRK) organisait un référendum d'indépendance. Le « oui » l'emportait à 92, 73 % avec 7; 16 % de... >>



Le peuple Kurde face à la barbarie

Les médias sont remplis de descriptions sur la barbarie, tout à fait avérée, du groupe intitulé E.I. (Etat islamique) ou Daech, acronyme arabe. Ce groupe de fous furieux fanatiques d'Allah... >>
